



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

**Division de l'industrie et des  
établissements humains**

**Rapport de la Réunion ad-hoc du groupe d'experts sur la  
promotion des investissements dans les projets  
industriels de la deuxième Décennie du  
développement industriel  
de l'Afrique (DDIA-2)**

**Addis-Abeba, Ethiopie (14-17 décembre 1992)**

## Table de matières

### **Introduction**

### **I. Participation**

### **II. Ouverture de la réunion (point 1 de l'ordre du jour)**

### **III. Organisation de la Réunion**

**A- Election du Bureau (point 2 de l'ordre du jour)**

**B- Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 3 de l'ordre du jour)**

**C- Présentation du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels (point 4 de l'ordre du jour)**

**D- Examen du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels (point 4 de l'ordre du jour)**

**E- Exposés des expériences des pays et des institutions nationales et sous-régionales (point 5 de l'ordre du jour)**

**F- Recommandations**

### **IV. Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)**

### **V. Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 7 de l'ordre du jour).**

## **Introduction**

La réunion ad hoc du groupe d'experts africains francophones sur la promotion des investissements dans les projets industriels de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA-2) s'est tenue à Addis-Abeba, Ethiopie du 14 au 17 décembre 1992. Elle a été organisée par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique et devait, sur la base du document de travail intitulé "Rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels", permettre aux experts d'échanger des expériences dans les domaines de la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans le secteur industriel, en particulier le secteur privé et la petite industrie. Ces expériences devraient permettre d'améliorer le document de base et faire des recommandations pertinentes aux Etats membres pour la formulation des politiques et la mise en place des mesures incitatives permettant au secteur privé, en particulier la petite industrie et le secteur informel de s'engager davantage dans des activités productives.

### **I. Participation**

Ont participé à la réunion ad hoc les experts des pays et institutions suivantes: Burundi, Sénégal, Maroc, Tunisie, Ile Maurice, Zaïre, le Fonds de Solidarité et d'Intervention pour le Développement de la Communauté (FOSIDEC), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La liste des participants se trouve en annexe du présent rapport.

### **II. Ouverture de la Réunion (point 1 de l'ordre du jour)**

La réunion a été officiellement ouverte par le représentant du Secrétaire exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique, Monsieur Ali B. Tall, qui a souhaité, à tous les experts, la bienvenue à cette réunion qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de la Deuxième Décennie du Développement Industriel de l'Afrique (DDIA-2) et de la Déclaration de Dakar sur l'industrialisation et l'intégration économique en Afrique qui ont été adoptées par la dixième réunion de la Conférence des Ministres de l'Industrie tenue à Dakar, Sénégal en juillet 1992. Il a rappelé aux participants que la Résolution 1(x) et la Déclaration de Dakar lancent un appel aux pays africains, aux organisations intergouvernementales et aux institutions internationales de coopération bilatérale et multilatérale, en particulier les institutions de financement, pour qu'ils prennent des mesures permettant d'assurer le réalisation du programme de la deuxième DDIA et pour qu'ils donnent la priorité à la mobilisation de leurs propres ressources financières en vue de l'exécution, du contrôle et de l'évaluation des projets multinationaux moteurs.

Le Représentant du Secrétaire exécutif a également rappelé l'importance des ressources d'investissement dont l'insuffisance a été un des obstacles majeurs à la réalisation de la première DDIA et a indiqué que les Etats membres doivent mettre en place des mécanismes de mobilisation des ressources, notamment par le développement et la collecte de l'épargne intérieure en vue du financement des entreprises industrielles, en particulier les entreprises du secteur privé et la petite industrie.

Avant de conclure, le Représentant du Secrétaire exécutif a rappelé aux participants l'objectif de leur réunion en soulignant le fait qu'ils doivent examiner soigneusement le document que la CEA a préparé pour eux et faire des recommandations sur le financement du développement économique de l'Afrique qui tiendrait compte des préoccupations légitimes des populations africaines.

### III. Organisation de la réunion

#### A. Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

La réunion a élu à l'unanimité Monsieur Cheick Dioum du Sénégal au poste de Président, Monsieur Raouf Mohamed du Maroc au poste de Vice-Président et Monsieur R. Aubeelack de l'Ile Maurice au poste de rapporteur.

#### B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 3 de l'ordre du jour)

L'ordre du jour (voir annexe II) a été adopté à l'unanimité ainsi que le programme de travail (annexe III).

#### C. Présentation du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels (point 4 de l'ordre du jour).

Dans sa présentation, le consultant a résumé le contenu et les recommandations du rapport, après avoir rappelé la méthodologie et les conditions du travail effectué.

Ce rapport est le fruit d'une recherche documentaire principalement sur les mécanismes de mobilisation des ressources et les instruments de promotion des investissements industriels dans les pays membres de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale -UDEAC- (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad). Le consultant a souligné que le temps imparti n'a pas permis de couvrir les autres sous-régions et d'effectuer des enquêtes approfondies aux sièges des différentes institutions dont les mécanismes et instruments ont fait l'objet d'une présentation succincte dans le rapport. Il a de ce fait exprimé le voeu que les contributions des experts enrichissent la réflexion qu'il a ainsi développée.

Le rapport est structuré en cinq chapitres. Le premier dresse un aperçu général du contexte du lancement de la DDIA-2 et énonce les fondements de la mobilisation des ressources. Le

contexte est caractérisé par une dépression économique généralisée dans la région africaine: baisse des revenus par habitant, alourdissement de la dette publique extérieure dont l'encours représente presque 90% du PIB et le service environ 20% des recettes d'exportation en 1990 et 1991, aggravation du déficit des finances publiques qui dépasse 20% du PIB dans certains pays de la sous-région, et diminution des transferts nets de l'aide publique au développement (APD) vers l'Afrique subsaharienne. Cette situation appelle des transformations structurelles auxquelles devrait contribuer la réalisation du programme de la DDIA-2 et soulève une double problématique en matière de mobilisation des ressources et de promotion des investissements industriels, à savoir: i) la baisse des transferts nets de l'APD vers l'Afrique contraint les Etats à un recours plus important aux ressources locales alors qu'on assiste à une faible constitution de l'épargne intérieure dans la plupart des pays; ii) le secteur privé appelé dorénavant à soutenir la dynamique de l'industrialisation n'a eu qu'une contribution marginale (de 1% à 5% du PIB) à la formation de l'accumulation et des investissements productifs dans certains pays (Congo, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad). Ces deux contraintes majeures requièrent le recours à de puissants instruments de collecte de l'épargne intérieure et de drainage de ressources extérieures adaptées aux besoins des projets industriels d'une part, et aux incitations sectorielles et politiques de promotion du secteur privé national d'autre part.

La mobilisation des ressources aura donc pour fondement économique la nécessité de relancer la croissance de la production sous contrainte de l'ajustement structurel, en veillant à une articulation entre la petite et la grande industrie d'une part, et à la promotion des ressources humaines et technologiques nationales d'autre part. Le fondement politique devrait être la recherche d'une autosuffisance collective par un développement autocentré basé sur une politique d'introversion en matière de mobilisation des ressources. Ainsi donc, les Etats africains devraient plus que par le passé compter sur leurs capacités internes et s'appuyer sur leurs propres instruments de financement des investissements productifs que sont les banques de développement, les fonds de garantie et sociétés d'investissement tout en veillant à leur intégration fonctionnelle, aussi bien aux niveaux national, sous-régional que régional.

Le deuxième chapitre décrit le cadre sous-régional et national de promotion des investissements en insistant sur: i) la politique commune d'industrialisation accompagnée d'un mécanisme d'incitation fiscale, la taxe unique qui sera remplacée par la taxe préférentielle généralisée et le code des investissements communs en voie d'instauration, ii) la politique d'incitation financière menée conjointement par les refinancements à taux bonifié de la Banque Centrale (BEAC) et le système d'intervention de l'institution sous-régionale de financement du développement (BDEAC). Ces instruments ont par le passé participé à la promotion du secteur industriel qui

contribue de 15 à 30% à la formation du PIB des pays de la zone, par des concours financiers estimés à près de 49 milliards de FCFA par an à la fin des années 80. Ce cadre accuse des faiblesses notamment en raison de l'absence ou de l'insuffisance d'instruments d'incitation et de promotion des investissements tels que: a) un fonds sous-régional de garantie des investissements susceptibles de faciliter le décloisonnement de la circulation du capital; b) l'absence d'une banque commerciale sous-régionale pour la promotion des échanges communautaires; c) l'absence d'un dispositif sous-régional de formation des entrepreneurs; d) l'absence d'un dispositif de valorisation des ressources technologiques locales dans l'industrie; e) l'insuffisance ou l'absence dans certains pays (Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée Equatoriale, Tchad) de certaines institutions financières spécialisées (banques de développement, fonds d'investissements, fonds de garantie) et d'institutions d'appui et d'assistance aux PME/PMI. Ces insuffisances sont aggravées par l'absence de stratégie explicite de promotion du secteur privé précisément au Tchad, en Centrafrique, au Congo et en Guinée Equatoriale.

Le troisième chapitre examine les instruments et mécanismes de promotion des investissements industriels, du secteur privé et des micro-entreprises, qui sont déployés soit par les institutions nationales et sous-régionales existantes, soit par les institutions multilatérales et bilatérales, soit par des initiatives d'auto-structuration du secteur informel apparues dans certains pays et les ONG. Ces instruments comportent des mécanismes de prêts à long-terme, des lignes de crédits, de bonification des taux d'intérêts, des facilités de préparation des études de faisabilité de projets (dont notamment l'APDF et le CDI), les fonds de prise de participations, les sociétés nationales d'investissement et les sociétés financières bilatérales et multilatérales, les fonds de garantie nationaux, bilatéraux et multilatéraux, les services de conseil et d'assistance à la privatisation (de la BIRD, SFI, AMGI) et les services d'assistance à la gestion et de formation des cadres des entreprises privées (AMSCO), ainsi que les intermédiaires financiers du secteur informel pour la promotion des micro-entreprises identifiées au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale.

Le quatrième chapitre présente la contribution des institutions financières nationales et sous-régionales (BDEAC), multilatérales (BIRD, BAD, BEI, BADEA, SFI, APDF), et bilatérales de la France (CCCE, PROPARCO), de la RFA (DEG, KFW), du Canada (ACDI), des USA (USAID) et du Japon au financement des investissements industriels en Afrique centrale et dans un groupe de 24 pays francophones de l'Afrique subsaharienne au cours des cinq dernières années. Il en tire quelques perspectives pour la DDIA-2, et montre que la part identifiable des ressources intérieures et extérieures allouées à l'industrie par ces institutions au cours de la décennie serait d'environ 2,5 milliards de dollars (E.U) par an en termes constants de 1992, soit moins de 5% des flux financiers destinés à l'Afrique. Ce

constat appelle une stratégie de groupe visant d'une part à susciter un accroissement de la part du financement réservée à l'industrie par les institutions internationales (notamment de la part de la Banque Mondiale qui alloue seulement 2,5% de ses investissements au secteur productif de l'ASS) et d'autre part, à substituer à l'endettement public les mécanismes des institutions financières nationales et sous-régionales pour la mobilisation des ressources extérieures destinées au financement des activités industrielles.

Partant de ces analyses, le cinquième chapitre rappelle les contraintes à la promotion des investissements industriels que sont: i) l'absence de stratégie explicite du développement du secteur privé dans de nombreux pays, ii) l'insuffisance voire l'absence des instruments de promotion des ressources humaines et technologiques pour l'industrie aussi bien au niveau national que sous-régional; iii) l'inadéquation des instruments financiers nationaux et sous-régionaux; iv) l'absence de politiques d'intégration du secteur informel au processus d'industrialisation, dont notamment une réglementation financière inadaptée au développement des micro-institutions financières; et v) la subsistance des politiques restrictives à la mobilité des facteurs de production dans la sous-région de l'UDEAC. Partant de cette analyse, le rapport tire les recommandations suivantes en vue de la mobilisation des ressources:

- 1) Promouvoir aux niveaux national et sous-régional les intermédiaires financiers (fonds de garantie, fonds de capital-risque, banques de développement) susceptibles d'optimiser la collecte de l'épargne intérieure, et relancer les projets de fonds de garantie et de fonds de capital-risque initiés par la BAD pour la région africaine, et le projet de fonds de garantie sous-régional promu par la BDEAC pour les PME des pays membres de l'UDEAC à travers une composante d'appui financier à la DDIA-2, que soutiendrait le PNUD dans le cadre de son 5ème cycle de programmation.
- 2) Intégrer les initiatives populaires dans les stratégies industrielles et promouvoir les nouvelles formes d'organisation de l'économie informelle, en particulier les micro-institutions financières, par un programme pilote d'appui institutionnel destiné à la structuration des intermédiaires financiers du secteur informel existant dans certains pays. A ce titre, la Coopérative d'Epargne et de Crédit des Femmes Entrepreneurs (COOPCREME) de Malabo en Guinée Equatoriale, le Fonds de Garantie de Crédit aux Femmes Gabonaises (FGCFG) de l'Association Gabonaise des Femmes d'Affaires à Libreville (Gabon), et la Caisse des Petits Prêts aux Entreprises Débutantes (CAPPED) du Forum des Jeunes Entreprises de Comafrique à Brazzaville (Congo) sont des cibles recommandées pour un tel programme pilote que pourrait appuyer le PNUD en Afrique centrale.

- 3) Promouvoir la création de centre de formation pour le développement des entreprises, à l'échelle sous-régional pour favoriser la formation des entrepreneurs et le perfectionnement des cadres des entreprises privées, dans une optique d'intégration régionale, et susciter au niveau national la relance ou la création des centres d'assistance aux PME/PMI et les offices de promotion industrielle liquidés dans le cadre des réformes récentes.
- 4) Promouvoir la création d'un fonds africain de valorisation des technologies, ou à défaut des fonds sous-régionaux de valorisation des technologies afin d'assurer le prolongement des activités de l'OAPI dans la promotion des technologies africaines. A cet effet, l'ONUDI, en collaboration avec les institutions financières sous-régionales et la BAD pourrait étudier les modalités de promotion de tels instruments et l'inscrire parmi les appuis financiers à la DDIA-2 soumis au financement du PNUD.
- 5) Orienter les appuis institutionnels des organismes multilatéraux, notamment ceux du PNUD et du Groupe de la Banque Mondiale, en priorité vers l'assistance à la définition de stratégies de promotion du secteur privé et de développement des PME/PMI des Etats qui n'en ont pas formulé.
- 6) Enfin, l'adoption par les Etats de la région d'une stratégie de groupe pour la négociation des concours extérieurs à la promotion des investissements industriels en Afrique. A titre d'exemple, le groupe des 24 pays francophones d'ASS représentés par le même Administrateur à la Banque Mondiale pourrait servir de cadre de concertation entre ces Etats pour négocier l'accroissement de la proportion des concours de la Banque Mondiale au secteur productif africain, et la réallocation des ressources de l'APD aux activités industrielles et connexes.

D. Examen du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels (point 4 de l'ordre du jour)

La réunion a procédé à l'examen du rapport chapitre par chapitre en faisant ressortir les points importants. Au cours des débats, les participants ont souligné la nécessité d'entreprendre les mêmes études pour les autres sous-régions en vue de comparaison et de synthèse.



## 1. Chapitre I: Aperçu général sur la mobilisation des ressources

Les experts ont souligné le fait que la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (DDIA-2) a été adoptée dans un contexte économique déprimé pour l'ensemble du continent avec des réformes économiques dont les effets tardent à venir, une démographie galopante, une chute des recettes publiques, un alourdissement de la dette publique et une baisse consécutive des transferts nets des ressources extérieures vers le continent, ainsi qu'une détérioration de l'épargne intérieure.

Les experts ont également mis en relief les fondements de la mobilisation des ressources qui comprennent, notamment les fondements économiques et politiques, et les leçons tirées de la mise en oeuvre de la première Décennie. Ils ont toutefois souhaité avoir une évaluation de la mise en oeuvre de la première Décennie pour mieux apprécier les contraintes et faire des propositions pour la réalisation du programme de la deuxième Décennie.

## 2. Chapitre II: Politiques d'investissement et mesures d'incitations industrielles

En s'appuyant sur l'exemple de l'Afrique Centrale, les experts ont mis l'accent sur les instruments nationaux et sous-régionaux de promotion des investissements dans le secteur industriel, en particulier le secteur privé et la petite industrie. Les insuffisances des institutions financières et le rôle important des micro-institutions financières dans le développement de la petite industrie, en particulier du secteur informel ont été soulignés par les experts.

## 3. Chapitre III: Les instruments et mécanismes internationaux de promotion des investissements industriels

L'examen de ce chapitre a permis de mettre en relief l'existence des instruments de prêts sous toutes ses formes, allant de l'assistance à la préparation des études de projets, les participations à la constitution des fonds propres, l'octroi des garanties et à l'assistance à la gestion. Toutefois, les experts ont souligné qu'il y a lieu de faire une énumération des mécanismes internationaux de promotion des investissements industriels.

Les experts ont mis un accent particulier sur l'inadéquation des fonds de garantie qui existe dans la plupart des pays de la région et qui entrave ainsi le développement des capacités entrepreneuriales. Les procédures de négociation de contrats industriels ont été discutées par les experts et la nécessité de création d'institutions de formation dans ce domaine a été vivement soulignée.

#### 4. Chapitre IV: Le financement des investissements industriels en Afrique et perspectives pour la DDIA-2

Dans ce chapitre, les experts ont souligné le fait que les politiques de développement industriel ont, par le passé, mis l'accent sur les flux financiers extérieurs et les investissements publics dans le processus d'industrialisation. Désormais, une recherche prospective des stratégies de financement qui mettent l'accent sur la substitution des institutions financières locales à l'Etat investisseur d'hier devra être encouragée.

Les participants ont également souligné la nécessité de réorienter les ressources financières vers le secteur privé. Les Etats africains devront mettre sur pied des programmes/projets dans des délais courts afin d'utiliser aux fins d'investissement les lignes de crédit mises à leur disposition par les institutions financières aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Les experts ont aussi souligné le problème posé par l'érosion monétaire due au risque de change et la nécessité d'une coordination entre la DDIA-2 et la Décennie des transports et communications (UNTACDA-II), l'industrialisation ne pouvant se faire sans l'appui des moyens de communication adéquats.

#### 5. Conclusions et recommandations

Suite à l'examen détaillé du document, les experts ont tiré des conclusions et ont fait des recommandations qui se trouvent au point F ci-dessous.

##### E. Exposés des expériences des pays et des institutions nationales et sous-régionales (point 5 de l'ordre du jour)

Les experts ont présenté à tour de rôle, les expériences de leurs pays ou de leurs institutions en matière de mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans le secteur industriel. D'une manière générale, ils ont mis l'accent sur les mécanismes de crédit et de garantie ainsi que d'autres mesures incitatives en faveur du secteur privé, en particulier le secteur de la petite industrie et le secteur informel. La synthèse de chacune de ces expériences se trouve en Annexe IV du présent rapport.

##### F. Recommandations

Les orientations en cours des politiques de développement en Afrique accordent au secteur privé un rôle croissant et de relève dans le développement à long terme. En même temps, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, de nombreuses institutions de promotion et d'appui au secteur privé national sont dissoutes ou appelées à disparaître. Il s'est créé dès lors

un vide de stratégie explicite dans les politiques d'encadrement et de promotion du secteur privé, en particulier dans les pays Africains au Sud du Sahara (ASS).

1. Au niveau des politiques de développement

- i) L'Etat reste le principal responsable de la mise en place de politiques et stratégies explicites de développement économique et industriel au niveau national, et anime la coopération et l'intégration sous-régionales et régionales; ce faisant, il a la charge de restaurer et de consolider les instruments et mécanismes d'incitation et de promotion des investissements industriels et susciter dans ce cadre l'engagement du secteur privé national
- ii) La nécessité de libéraliser, de faciliter et d'encourager la création de banques et institutions financières pour accroître la compétitivité et l'attractivité des services bancaires et financiers;
- iii) La nécessité de reconnaître le secteur informel et de l'intégrer dans les axes du développement économique en lui conférant un encadrement adéquat et des financements spécifiques par des appuis institutionnels aux micro-institutions financières;

2. Aux niveaux sous-régional et régional

Les Etats Africains sont invités à se concerter en vue de:

- i) Concevoir des politiques et élaborer des stratégies explicites sous-régionales de développement économique et industriel;
- ii) Harmoniser la mobilisation des ressources et leur allocation en fonction des priorités nationales et sous-régionales de développement;
- iii) Harmoniser les différents cadres d'investissement des Etats de la région;
- iv) Procéder à la création de marchés de capitaux en vue de dégager une plus grande masse de ressources financières nécessaires au développement (Bourses de valeurs).
- v) Développer et renforcer les voies de transports et communication dans le cadre des programmes de l'UNCTADA II et de la DDIA-2 et accorder ainsi la priorité aux communications inter-Etats;

- vi) Mettre en place et promouvoir des intermédiaires financiers nationaux et sous-régionaux en vue de mobiliser les ressources et d'introvertir les financements;
- vii) Requérir la BAD à réactiver le projet de Fonds de capital-risque Africain et ses composantes sous-régionales dans le sens du développement économique de l'Afrique. Parallèlement, il conviendra d'entreprendre de créer des fonds sous-régionaux de développement ou de garantie à l'instar du FOSIDEC, Fonds de l'Entente, etc..;
- viii) Promouvoir la création de banques commerciales communautaires à capitaux privés ou mixtes (Etats/secteur privé ou secteur prive/banques nationales) à l'image de l'ECOBANK dans les autres sous-régions de l'Afrique, et relancer le projet de la BAD relatif à la Banque Import-Export afin de faciliter les échanges inter-industriels et l'intégration sous-régionale.
- ix) Créer des centres de formation sous-régionaux pour l'encadrement de jeunes entrepreneurs et chefs d'entreprise ainsi que la confection des outils de gestion appropriés;
- x) Promouvoir un fonds régional de valorisation de technologies locales de façon à lier intimement et conditionnellement la mise en oeuvre des programmes de la DDIA-2 au développement des technologies endogènes. Il est demandé à la CEA, à l'ONUDI, à l'OAPI, au CRAT et au CRACFT de contribuer à travers leurs programmes respectifs à la valorisation des technologies locales, de concert avec les institutions financières sous-régionales et régionales;
- xi) Susciter l'adhésion du secteur privé national à la mise en oeuvre des composantes prioritaires du programme de la DDIA-2 tant à l'échelon national que régional. A cet effet, il est recommandé d'organiser des consultations sectorielles par les organismes du système des Nations Unies (ONUDI, CEA, PNUD) en collaboration avec les organismes nationaux et sous-régionaux de promotion et de financement du secteur industriel.
- xii) Afin de minimiser les fluctuations et risques de change lors du remboursement des prêts, les pays Africains sont invités à mettre en place des mécanismes appropriés au niveau national ou sous-régional de couverture de risque de change. Ce faisant, ils peuvent solliciter une contribution

des pays développés dans le cadre de l'aide au développement (voir STABEX ou d'autres mécanismes de compensation existants ou à créer).

- xiii) Enfin, il est recommandé aux pays Africains lors des négociations des prêts ou des dettes de prendre option pour une stratégie de groupe dans les négociations internationales et ce à l'effet d'atténuer sensiblement le caractère unilatéral des décisions prises par les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux (Clubs de Paris, Londres, etc...).

On retiendra que malgré la multiplicité des instruments et mécanismes internationaux de promotion des investissements internationaux, des banques internationales et autres instruments des pays développés, l'affectation des crédits au secteur productif en général et au secteur industriel en particulier reste marginale.

D'une façon générale, les pays Africains doivent s'assurer que les objectifs de mobilisation des ressources aux fins d'investissements industriels profitent davantage aux institutions financières à capitaux nationaux et conduisent à une réallocation plus accrue de ces ressources en direction d'entrepreneurs nationaux et sous-régionaux. Enfin, convient-il de préciser qu'à terme ces objectifs doivent aboutir à un contrôle graduel et accentué des économies par les compétences nationales.

#### Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point mais des informations ont été données sur la préparation du projet de rapport et son adoption par les experts avant la clôture de la réunion.

#### V. Adoption du rapport et clôture de la réunion (point 7 de l'ordre du jour)

Le projet de rapport a été examiné le 17 décembre, 1992 de 18h.00 à 20h.00 par les experts qui ont fait des observations de forme et de fond, et effectué quelques modifications quant au contenu du rapport. Ces observations et modifications ont été prises en considération lors de la rédaction du rapport final.

A la clôture, le représentant de la CEA a remercié les experts pour leur participation active à la réunion et les a assuré que les recommandations de leurs délibérations seront prises en compte lors de la préparation du prochain programme biennal du Secrétariat de la Commission. Il espère que les experts, une fois de retour dans leur pays respectifs, feront le suivi des recommandations qu'ils ont adoptées.

A son tour, un participant, au nom de tous, a lu une motion de remerciement à l'attention de la Commission Economique pour l'Afrique, en particulier, de la Division de l'Industrie et des Etablissements Humains pour l'accueil chaleureux et les dispositions prises pour la réussite de cette réunion.

Annexe I

Liste des participants

Burundi

Mr. J.G. Baganzicaha  
Chef Département des Crédits  
Banque Nationale de développement  
économie  
B.N.D.E. B.P. 1690  
Bujumbura, Burundi

Ile Maurice

Mr. Rookun Aubeelack  
Manager  
Development Bank of Mauritius  
Chaussée Port-Louis  
P.O.Box 157  
Fax: (230)208 8498  
Telex: 1W 4248  
Mauritius

Maroc

Mr. Raouf Mohamed  
Directeur de Département  
des Affaires Sociales  
Crédit Agricole  
CNCA  
BP 49  
Rabat, Maroc

Senegal

Cheikh Dioum  
Directeur des Etudes au F.P.E.  
Fonds de Promotion Economique  
17 Bd de la République du Sénégal  
Tél: 21 15 85 B.P. 6481 DAKAR.

**Tunisie**

Mr. Ali Ouerghi  
Directeur Adjoint  
Ministère des Finances  
B.P. n°253 - 1049 Tunis Hached  
Tunisie

**Zaire**

Mr. Mbaie-BWEPELAY  
Chef d'Agence SOFIDE  
Goma/Nord-Kivu  
B.P. 26  
Zaire

**BDEAC**

Mr. P.G. Nanda  
Chef Division des Analyses et Stratégies  
BDEAC, BP 1177  
Telex 5306 KG  
Tél: (242) 830126, Fax (242) 83 02 66  
Brazzaville, Congo

**CEDEAO**

Mr. Koffi Kouadio  
Directeur  
Département Industrie et Agriculture  
CEDEAO  
PMB 12745  
Lagos, Nigeria

**FOSIDEC**

Mme. Fatimata Sawadogo  
Chef Division Service Dette  
BP 2529 OUAGA 01  
Burkina Faso



**C E A**

**MM. Patrick BUGEMBE, Chef de la Section**  
**Iro ADDO, Spécialiste du développement Industriel**  
**Pierre DEMBA, Spécialiste du développement Industriel**  
**David KAMARA, Spécialiste du Développement Industriel**

**Mme. Yemegnushal Bekele, Assistante à l'Administrateur de Programme**

**Mme. Zouleka Gondji, Secrétaire de Direction.**

**Annexe II**

**Ordre du jour**

1. **Ouverture de la réunion**
2. **Election du bureau**
3. **Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**
4. **Examen du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels de la deuxième DDIA**
5. **Débat général et présentation des expériences nationales**
6. **Questions diverses**
7. **Adoption du rapport de la réunion et clôture de la réunion**

**Annexe III****Programme de travail****Lundi 14 décembre 1992**

09h00 - 11h00	Enregistrement des participants
11h00 - 12h00	Cérémonie d'ouverture
12h00 - 13h00	Election du bureau et organisation des travaux
16h00 - 18h00	Libre

**Mardi 15 décembre 1992**

09h00 - 11h00	Examen du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels de la deuxième DDIA
11h00 - 11h45	Pause café
11h45 - 13h00	Examen du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels de la deuxième DDIA
16h00 - 18h00	Examen du rapport sur la mobilisation des ressources aux fins d'investissement dans les projets industriels de la deuxième DDIA

**Mercredi 16 décembre 1992**

09h00 - 13h00	Débat général et exposé des expériences nationales
16h00 - 19h00	Préparation du rapport par le rapporteur et le Secrétariat

**Jendredi 17 décembre 1992**

18h00 - 20h00	Adoption du rapport et clôture de la réunion.
---------------	---

#### Annexe IV

### Synthèse des expériences des pays et des institutions nationales et sous-régionales

#### Expérience Marocaine: Le cas de la caisse nationale de crédit agricole

##### Introduction

La Caisse Nationale de Crédit Agricole du Maroc est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

L'objectif originel assigné à cet organisme financier spécialisé crée en 1961 est de "faciliter l'accèsion des agriculteurs à des formes modernes et rentables d'exploitation" en vue de contribuer à l'auto-suffisance alimentaire et à la promotion du monde rural.

##### - Domaine d'action :

Banque de développement par excellence, la CNCA a intégré diverses activités tels l'agro industrie, la pêche cotière, le tourisme vert, le secteur forestier etc.. ainsi que les PMI - PME et les activités de commerce et de service.

##### - Ressources :

En plus de ses fonds propres et assimilés qui représentent plus de 12 p. cent de ses ressources, la CNCA déploie, à l'heure actuelle ses efforts dans le sens de la mobilisation de l'épargne par le renforcement des dépôts de la clientèle.

Les ressources sont également constituées par les bons à un an auxquels sont tenues de souscrire depuis 1981 les banques marocaines.

De plus la CNCA fait appel depuis 1965 au marché financier national et aux institutions financières internationales principalement la Banque Mondiale, la KFW, la BEI, le FADES, la BAD, la CEE etc.. pour répondre à l'accroissement des ses interventions.

Dans ce contexte l'encours global des crédits s'est élevé à fin 1990 à 11,8 millions de Dirhams accusant un taux de progression de 18 p. cent en un an (un franc français = 1,4 Dirham).

La contribution de la CNCA au financement des différents secteurs de l'économie nationale s'est chiffrée durant l'exercice 1991 à 4,9 million de Dirham dont 1,9 million de Dirham au titre des crédits d'investissement en moyen et long terme.

Durant le même exercice la CNCA a renforcé son concours financier aux secteurs de l'agro-industrie (plus 87 p. cent) et de la pêche côtière (74,2 p. cent).

Au niveau du Maroc, il convient de préciser que les autorités compétentes ont progressivement mis en place un train de mesures et dispositions libérales en vue de l'encouragement des investisseurs et la mobilisation des investissements dans tous les secteurs de l'économie nationale principalement dans le secteur industriel.

Ces dispositions s'articulent autour des axes suivants :

**I. Le Cadre Juridique :**

- Simplification des formalités juridiques et administratives de constitution des sociétés,
- Passation d'accords commerciaux et de conventions de coopération avec la CEE, les pays du continent Africain, les pays du Moyen Orient, les pays hors CEE, le continent Américain,
- Accords de garantie des investissements,
- Adhésion au GATT depuis 1987.

**II. Les codes d'investissement et autres mesures d'encouragement**

La politique marocaine a mis en place depuis 1983 un programme des réformes visant à asseoir sa stratégie sur des bases plus libérales en encourageant l'investissement national et étranger. Cette politique s'appuie sur, notamment la promulgation d'un ensemble de mesures d'encouragement contenues dans les codes des investissements suivants :

- les codes d'investissements industriels,
- les codes d'investissements maritimes,
- les codes d'investissements immobiliers,
- les codes d'investissements touristiques,
- les codes des investissements des entreprises exportatrices.

**III. Le Régime Fiscal :**

Sélectif et souple, le régime fiscal est en pleine évolution. Il complète les codes des investissements et les

autres mesures d'encouragement par d'importantes exonérations et allègements fiscaux au bénéfice des investissements.

IV. Les Regimes Economiques en Douane :

1. l'admission temporaire,
2. l'importation temporaire,
3. l'entrepôt de stockage à l'exportation,
4. le transit,
5. le drawback.

V. Une Réglementation Libérale des Changes :

1. Mesures d'assouplissement de la réglementation des changes en matière d'investissement :

Dans le but de s'ouvrir d'avantage sur l'extérieur et créer un environnement favorable aux initiatives privées, les autorités marocaines dispensent l'opération d'investissement de toute autorisation préalable de l'Office des changes, les ressortissants étrangers résidents ou non résidents pouvant investir librement au Maroc.

Ces investissements peuvent être réalisés dans tous les secteurs de l'activité économique.

L'opération d'investissement peut revêtir différentes formes telles une prise de participation au capital d'une société en cours de formation, une souscription à l'augmentation de capital d'une société existante, une acquisition de valeurs mobilières marocaine, un apport en compte courant d'associés, une création ou acquisition d'une entreprise individuelle etc..

Les investissements ainsi réalisés bénéficient de façon automatique de la garantie de transfert du capital investi et de transfert des revenus correspondants.

2. Mesures d'assouplissement de la réglementation des changes :

- En matière de commerce extérieur :
- Importation, exportation, transport maritime.
- En faveur des investissements étrangers,
- En faveur des touristes étrangers,
- En faveur des Ressortissants Marocains à l'Etranger.

VI. Le Financement des Investissements :

Dans un contexte marqué par la volonté de dynamiser les investissements productifs, une panoplie de plus en plus diversifiée et performante de moyens de financements est mise en

oeuvre par les établissements bancaires et les organismes financiers spécialisés.

Ces derniers s'adaptent de manière efficace aux nécessités de l'évolution économique. En modernisant leur réseau, ils offrent aux investisseurs l'assistance et le conseil les plus adéquats.

a) Financements des PME - PMI :

1. Financements de la petite et moyenne entreprise (convention BAD-BNDE) Banque nationale pour le développement économique. Il s'agit d'une ligne de crédit spécialisé.

2. Capital risque/BEI :

Ligne de crédit pour couvrir les risques encourus par une entreprise marocaine ayant des liens d'intérêt durable avec une entreprise de la CEE.

3. Prêt de soutien aux jeunes promoteurs :

Jeunes marocains de 21 à 40 ans diplômés ou se prévalant d'une expérience leur donnant une qualification professionnelle justifiée et souhaitant créer leur première affaire.

- Durée du crédit :

. Fonds de l'Etat : 12 ans avec possibilité de différé jusqu'à pré-remboursement du crédit à moyen terme renouvelable;

. (CMTR) : 7 ans avec possibilité de différé de 2 ans.

- Le taux :

Fonds de l'Etat : 7 p. cent l'an, taux bonifié  
(CMTR) 9 p. cent l'an.

4. Fonds d'études PME - PMI/BNDE

b) Autres financements des investissements

1. Financement BNDE.

- Tous les secteurs industriels, agro-industriels, touristiques et les services qui leur sont liés ainsi que les sociétés de leasing.

- Besoins en fonds de roulement (BFR).

## 2. Convention BIRD II

Les entreprises industrielles exportant au moins 40 p. cent de leur chiffre d'affaire ou produisant sur le marché local des biens de substitution aux importations.

### 3. Secteur de l'artisanat.

#### \* Financements spécifiques

- Le secteur agricole et agro-industriel,
- Le secteur forestier,
- Le secteur du tourisme en milieu rural.

Tous ces secteurs relèvent pour ce qui est de leur financement du ressort du crédit agricole (CNCA).

En définitive la promotion des investissements est une entreprise qui doit son succès pour l'essentiel, aux conditions d'accueil de l'investisseur qu'il soit national ou étranger.

## VII Conclusion

Dans le cas du Maroc ces conditions tiennent aux facteurs suivants :

- L'existence d'une infrastructure de communications et de télécommunication appréciable et son extension progressif,
- L'aménagement de zones industrielles par la création autour des agglomérations urbaines de réserves foncières,
- Un réseau bancaire attractif et compétitif offrant une gamme de produits et services appréciables surtout au niveau de l'international,
- La disponibilité d'une main-d'oeuvre qualifiée à bon marché sur l'ensemble du territoire national,

Enfin la création récente d'une zone OFF-SHORE à Tanger consacre le crédit dont jouit le Maroc à l'échelon international (stabilité politique et sociale).

Dans le même ordre d'idées le Maroc a décidé de rendre sa monnaie convertible à compter de janvier 1993 après qu'il eût honoré les exigences du Fonds Monétaire International.

Faut-il rappeler pour conclure, que le Parlement Européen vient de donner mandat à la Commission des Communautés pour entamer avec le Maroc les négociations en vue de l'établissement



avec la CEE, d'un accord de partenariat à l'instar des pays de l'Est.

### Expérience Sénégalaise

Le Sénégal est un pays Sahélien en voie de développement. Il appartient à la Zone Franc et est membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Le système bancaire est coiffé par un institut d'émission, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Les traits dominants de l'économie Sénégalaise sont la faiblesse de ses ressources naturelles, l'étroitesse de son marché et le faible niveau de son épargne malgré l'avantage comparatif certain dont dispose le pays en matière de main d'oeuvre qualifiée grâce à un appareil éducatif développé.

Devant ces contraintes, le Gouvernement du Sénégal qui fait de l'industrie un des secteurs moteurs de développement du pays a très tôt mis en oeuvre une politique de financement de ce secteur fondée d'une part sur la création de banques de développement dotées de ressources propres, et, d'autre part, sur la mobilisation en faveur du système bancaire local de lignes de financements extérieurs. Ces moyens de financement peuvent être classés selon leur provenance bilatérale ou multilatérale.

- Au plan bilatéral, le Sénégal a bénéficié d'importantes lignes de financement de la part de pays amis: France (CCCE); Allemagne Fédérale (KFW); Belgique (AGCD); Japon; Canada (ACDI).

- Au plan multilatéral: Banque Mondiale (3 lignes de financement pour 13,7 millions de dollars US); Banque Africaine de Développement (une ligne de 6,5 millions d'U.C); Banque Européenne d'Investissement (2 lignes de financement d'un montant de 6,5 millions d'ECU); BOAD (2 lignes de financement d'un montant de 1 milliards de FCFA).

Avec l'assainissement du système bancaire Sénégalais intervenu en 1989, on a assisté à la liquidation des trois banques les plus dynamiques: B.N.D.S., SOFISEDIT, U.S.B.

A partir de cette date, la nature des ressources des banques qui ont survécu à la crise ne permettait pas à ces dernières de financer les besoins de l'industrie avec des ressources longues.

Pour pallier à ces insuffisances, le gouvernement du Sénégal a négocié en début 1989 la mise en place du Fonds APEX d'un montant de 33 \$US millions dont 25 millions destinés à financer les investissements de restructuration et de relance de l'industrie.

Ce régime s'est avéré par la suite peu opérationnel, ce qui a conduit la renégociation des conditions d'octroi du crédit

APEX. A l'heure actuelle, cette ligne est utilisée à environ 50%.

**Création d'un nouveau mécanisme de financement: Le Fonds de Promotion Economique (FPE)**

Crée par décret n°91-1298 du 22 novembre 1991 par le gouvernement du Sénégal, le Fonds de Promotion Economique est une structure souple destinée à collecter les ressources extérieures pour assurer le financement des PME/PMI.

Le dispositif du FPE est constitué de trois (3) fonds:

**1. Les ressources issues du Prêt de la Banque Africaine de Développement**

Elles sont d'un montant de cent (100) millions d'unités de compte BAD, soit 39 milliards de FCFA. Ce Fond BAD a pour objet de mettre à la disposition des banques les ressources nécessaires au financement des projets d'investissement et de fonds de roulement des PME/PMI de droit Sénégalais.

**Conditions d'accès**

Les dossiers de demandes de crédit sont adressés directement aux banques qui se font refinancer auprès du FPE après un contrôle de conformité effectué par ce dernier.

Le prêt ne doit pas dépasser en principe 70% du coût du projet.

La durée du crédit accordé au promoteur peut aller jusqu'à 15 ans dont 5 ans de différé avec un taux d'intérêt maximum de 13%.

**2. Le Fonds de Garantie**

Il est doté de un milliard de FCFA par l'Etat du Sénégal et est destiné à garantir jusqu'à hauteur de 50% les crédits accordés par les banques aux PME dans le cadre du dispositif FPE.

**Conditions:** il est versé tous les ans au FPE une commission de garantie de 2% sur le montant de la garantie

**3. Le Fonds de Prêt participatif**

Il est doté d'un apport initial de l'Etat du Sénégal d'un montant de 2 milliards de FCFA. Il est destiné à accorder des Prêts à long terme aux dirigeants de PME/PMI en vue de les aider à disposer des fonds propres requis leur permettant d'obtenir les crédits bancaires nécessaires au financement de leurs projets.

Conditions: durée du Crédit maximum 15 ans dont 5 ans de différé au taux de 10% l'an. Aussi le montant du Prêt participatif ne peut excéder 50% du capital et 10% du coût de chaque projet.

Bilan Provisoire des Financements FPE depuis le démarrage effectif de ses activités en mars 1992

- 80 projets sont approuvés à la date du 11 décembre 1992 par le FPE représentant un investissement global de 23,6 milliards de FCFA.

- Les engagements du FPE sur ces projets se chiffrent à 10,507 milliards de FCFA dont 6,240 milliards de FCFA débloqués.

Ces projets prévoient la création ou la consolidation de 4774 emplois. Environ, 50% des projets financés concernent le secteur industriel.

**Expérience Burundaise**

**1) Caracteristiques de l'Economie et Environnement**

Avec une superficie de 27 834 Km<sup>2</sup> et une population de 5,2 millions d'habitants, le Burundi est un des pays africains à forte densité de population (200 ha/Km<sup>2</sup>) et au taux de croissance démographique de 3%, un des plus élevés du monde.

La production du pays est essentiellement agricole avec une très forte dépendance sur le café qui occupe 80% des recettes, d'exportation.

Pays enclavé, le Burundi éprouve d'énormes difficultés dans l'acheminement des produits à l'exportation et à l'importation. Toutefois, il est l'un des pays africains qui assurent l'autosuffisance alimentaire de la population.

Le processus d'ajustement structurel a débuté en 1986 avec comme principaux objectifs: Assainissement des finances de l'Etat, privatisation des entreprises publiques et développement du secteur privé dans le secteur productif. Le secteur industriel était jusqu'ici dominé par l'Etat.

**2) Secteur industriel: objectifs et instruments de promotion**

**A) Objectifs:**

- Place prépondérante du secteur privé dans le secteur industriel: par la création, la réhabilitation et la privatisation.

- Favoriser et accélérer la création d'industries destinées à l'exportation des produits sur les marchés régionaux et internationaux.

- Création importante d'emplois.

## **B) Secteurs prioritaires**

- Agro-alimentaire, textile, habillement et cuir, matériaux de construction, engrais, bijoux, jouets et électronique.

## **C) Instruments de promotion**

- i) Département des études et de la documentation industrielle: auprès du Ministère de l'Industrie pour la réalisation d'une banque de projets.

- ii) Code national des investissements: en cours de révision pour une plus grande libéralisation et automatisation de l'octroi d'avantages.

- iii) Chambre de Commerce et d'Industrie: en cours de renforcement avec l'appui des bailleurs de fonds extérieurs.

- iv) Encouragement à la création de bureau d'études locaux: avantages du code des investissements à cette création et préférence accordée à ces bureaux pour l'octroi des marchés d'études.

- v) Service chargé du suivi des entreprises publiques: Rôle central dans la conduite des privatisations: Appui de la Banque Mondiale.

- vi) Fonds National de garantie: créé depuis 5 ans pour couvrir les crédits bancaires.

- vii) Fonds de soutien à l'investissement privé: pour apporter une contribution aux promoteurs quand ils n'ont pas une participation suffisante pour obtenir un crédit bancaire.

- viii) Deux institutions de financement du développement, la société Burundaise de financement et la Banque Nationale pour le développement économique avec plusieurs lignes de crédit extérieur.

- ix) Deux lignes de crédit extérieures (Banque Mondiale: APEX et caisse française de développement: ACCORD-CADRE) à la disposition de tout le système bancaire.

- x) Promotion des exportations: création d'une agence ad hoc, création depuis 3 mois d'un régime de zone franche etc..

xi) Révision des différents codes (commerce, fiscal, du travail etc..) pour créer un environnement légal favorisant la création d'entreprises productives.

### **Expérience Mauricienne**

La mobilisation des ressources aux fins d'investissements dans le secteur industriel au niveau national se fait principalement par le biais du (i) système bancaire, (ii) de l'actionnariat, (iii) des banques off-shores.

Le secteur bancaire mauricien comprend 12 banques commerciales, dont 8 d'origine étrangère, coiffé par la Banque Centrale, chargée d'en superviser le fonctionnement. La Banque Centrale exécute en outre la politique monétaire du Gouvernement.

A ces banques, il faut ajouter la Banque de Développement de Maurice (DBM) dont les actions sont détenues entièrement par l'Etat et chargée du financement au développement.

D'une manière générale, le Secteur bancaire commercial est peu enclin à faire du crédit-développement à la petite et moyenne entreprise. Deux raisons à cela: (i) le risque jugé très grave (ii) l'importance des frais de gestion découlant de l'émission du crédit. L'Etat a donc été amené à prendre en charge le problème de financement à la petite et moyenne entreprise essentiellement par l'intermédiaire de la DBM et dans une plus faible mesure par la Mauritius coopérative central Bank - MCCB. Les banques commerciales jouent un rôle important dans le financement des crédits au secteur industriel. Le crédit total qui revient au secteur industriel prioritaire (Zone Franche) et non prioritaire (industrie pour substituer les besoins locaux) chiffré à Ms 7717 millions en 1991. Soit 50.4% du crédit global alloué aux différents secteurs par les banques commerciales.

**L'actionnariat:** Les ressources aux fins d'investissements industriels sont aussi mobilisés à travers l'actionnariat. Ceci n'a toutefois pas connu un succès auprès du grand public. Récemment, le gouvernement a mis en place la Bourse des valeurs de l'Ile Maurice, afin de populariser l'actionnariat et d'encourager les petites épargnes à investir dans les compagnies privées ainsi que publiques. Des mesures visant à inciter les épargnants à investir d'avantage dans les valeurs boursières comprennent notamment: non paiement d'impôt sur toute dividende payable par les compagnies enregistrées en bourse. La taxe a aussi été réduite de 35 à 25 pour cent en bourse.

Afin de faciliter l'accès des épargnants aux actions des compagnies publiques et privées, le gouvernement avait pris la décision de mettre en place "le National Trust Company Ltd." Ceci dans le but de promouvoir l'actionnariat populaire à travers le

pays. L'objectif du "National Mutual Fund" déjà mis en place vise également à attirer l'investissement.

**Banques Off-shores:** Les entreprises opérant dans la Zone Franche peuvent également s'adresser aux banques off-shores. Actuellement, quelques 7 banques off-shores sont en opération à Maurice, quoique ces banques ont joué, jusqu'ici un rôle assez minime, avec l'accroissement des investissements industriels Mauricie dans les pays voisins, il est probable que dans un avenir pas très lointain, ces banques seront appelées à jouer un rôle encore plus important.

**La BDM:** Les ressources dont dispose la BDM s'élèvent à quelques Ms. 2.1 milliards. Celles-ci proviennent en grande partie du gouvernement qui détient la part majoritaire des actions. Ensuite, la banque bénéficie des lignes de crédit accordées par les gouvernements et institutions étrangères. Parmi elles; on compte: (i) La Banque Européenne d'Investissement (ii) La Banque Africaine de Développement (iii) La Caisse Française de Développement (iv) Le Fond Européen de Développement (v) La Commonwealth Development Coporation et (vi) La Banque Mondiale.

Outre ces lignes de crédit, le gouvernement met également à la disposition de la BDM des Fonds spéciaux pour la mise en place des plans de financement à vocation plutôt sociale et de développement, notamment des plans dit financement pour financer des prêts entrepreneurs, des financements pour l'achat des chauffe-eau solaires, des financements de micro-ordinateurs, des financements d'entreprises existantes pour la modernisation de leurs équipements. Le financement pour l'achat d'équipements pour la production des substituts du sable coralien, le financement pour l'acquisition ou le renouvellement des bateaux de pêche et des équipements et d'autres plans de financements. Beaucoup de ces plans ont connu un franc succès.

### **Expérience Tunisienne**

La mobilisation des ressources en Tunisie s'opère au moyen des instruments locaux et des instruments étrangers.

#### **I. Les instruments locaux :**

Les instruments locaux comprennent, notamment :  
La Banque Centrale de la Tunisie et les autres banques de la place: (Banques commerciales, Banques de développement et Banques Off-shore).

1 - La banque Centrale, les Banques Commerciales et de Développement

La Banque Centrale de Tunisie intervient essentiellement par le biais du refinancement. Les banques commerciales qui sont au nombre de 12 interviennent dans le financement par l'octroi de

crédits essentiellement à court et à moyen terme (d'une durée allant jusqu'à 7 ans).

Les banques de développement donnent des crédits généralement à long terme. Il est signalé par ailleurs qu'il y a une sorte de spécialisation au niveau du financement de l'économie par les banques de développement, c'est ainsi que l'industrie est principalement financée par la Banque de Développement Economique de Tunisie, le tourisme par la Banque Nationale de Développement touristique et l'Agriculture par la Banque Nationale Agricole.

Une autre possibilité offerte par les entreprises industrielles pour se procurer des ressources est le recours au marché monétaire. Les échanges de liquidités entre entreprises sur ce marché doivent avoir lieu par l'intermédiaire des banques.

Par ailleurs, les Banques peuvent échanger des liquidités entre elles dans le cadre de crédits qu'elles peuvent s'accorder mutuellement au niveau du marché monétaire.

La Banque Centrale de Tunisie intervient sur le marché monétaire pour fournir des liquidités. Elle intervient également pour éponger des liquidités sous forme d'adjudication.

### 3. Les banques off-shore

Dès les années 1970, la Tunisie a tenté de développer une vocation financière internationale en attirant des banques et des activités financières afin de faire de Tunis un centre financier régional. A l'heure actuelle, huit banques et deux compagnies d'assurances opèrent sous un régime off-shore, les lois de 1976, et 1985 sur les organismes off-shore leur ont donné des facilités importantes: pas de contraintes administratives sur leurs opérations, régime fiscal favorable, accès aux services locaux... cet ensemble d'incitations offertes a été attractif pour ces organismes. Outre ce type d'incitations, il y a d'autres considérations qui ont encouragé ces organismes à s'installer en Tunisie à savoir: la crédibilité et la pertinence de la politique économique suivi par le gouvernement, la stabilité politique et l'emplacement géographique de la Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont voulu attirer des banques off-shore non seulement pour créer l'image de Tunis comme centre financier international mais aussi pour contribuer au financement des exportations et des activités domestiques. En 1990, la part du marché de banques off-shore en Tunisie se situe entre 5 et 10% du secteur bancaire. Dans le futur, il est probable que les activités bancaires off-shore tunisiennes dépassent le plafond qu'elles ont atteint aujourd'hui pour les raisons suivantes, notamment:

- l'accélération et l'approfondissement de la libéralisation interne et externe de la Tunisie.

- au niveau mondial on assiste à un phénomène de " dérégulation compétitive". Cette tendance est accélérée par la création du marché unique européen qui induit par suite de la mobilité parfaite des capitaux un ajustement dans les niveaux de taxation de l'épargne et des taux d'intérêts.

- la globalisation financière et la mise en places de nouvelles technologies conduisant à une économie mondiale dominée par trois ou quatre centres financiers. A ce moment, l'argument de la proximité pour les services financiers devient indiscutable.

4. Le Marché Financier: Il a pour objectif principal de drainer l'épargne des entreprises et favoriser l'investissement par le recours au financement local. Avec le processus de privatisation engagé en Tunisie, ce marché est appelé à se développer davantage, il est dit par ailleurs, que cette forme de financement entre dans le cadre du passage nécessaire d'une économie d'endettement à une économie de participation en valorisant la finance directe. Pour ce faire, une action de révalorisation de l'épargne valeur a été entamée par les pouvoirs publics en promulguant des textes de base relatifs à la mobilisation de l'épargne par voie d'appel direct au public.

## II- Les instruments étrangers

Pour financer les investissements et vu la faiblesse d'une épargne nationale, la Tunisie s'est tournée vers les financements extérieurs provenant d'organismes internationaux bilatéraux et multilatéraux, notamment:

### 1. Institutions multilatérales

- Le FMI a joué un grand rôle dans le financement du plan d'ajustement structurel de la Tunisie et dans l'accès plus facile au marché financier international;

- Le PNUD participe d'une manière originale au financement de l'investissement, en réalisant des études de faisabilité d'un investissement, et en suscitant les conditions pour la promotion de l'investissement.

- La Banque Mondiale et ses filiales, notamment la SFI, participe aussi d'une manière active à la promotion de l'investissement.

- La Communauté Economique Européenne joue aussi un rôle important dans le financement en mettant à la disposition de la Tunisie des lignes de crédits dans le cadre de protocoles renouvelables.

- La Banque Africaine de Développement

- Les Fonds Arabes de Développement (Le FADES par exemple)

- La Banque Européenne d'Investissement etc...



## 2. Les institutions bilatérales

Ce sont essentiellement les banques étrangères. Elles accordent des crédits soit directement à l'Etat, soit à des entreprises tunisiennes avec généralement la garantie de paiement de l'Etat tunisien pour cette dernière forme de crédit.

## 3. Le partenariat:

Cette forme de coopération a une place importante dans les objectifs du développement économique du pays vu son rôle crucial dans le dynamisme des exportations tunisiennes et en matière d'emploi: un important volume d'investissements a été réalisé par ce canal avec des pays notamment européens: France, Italie, Espagne, Belgique, Allemagne et il y a aussi les U.S.A. et le Canada.

Le développement de cette forme de coopération par la Tunisie a été dû, principalement à:

- \* l'existence d'une main d'oeuvre bon marché;
- \* la proximité des marchés européens;
- \* un système d'incitations attrayant;
- \* Environnement politico-social favorable

## Expérience Zaïroise: le cas de la SOFIDE

Le Cadre macro-économique de la République du Zaïre est en détérioration constante depuis plusieurs années. Cette situation s'est fortement aggravée en 1991 à la faveur de contraintes diverses d'ordre politique, social et économique.

Le pays a enregistré de fortes contre performances dans tous les secteurs de la vie économique.

Les estimations actuelles indiquent une croissance négative du PIB/Habitant de l'ordre de -10,3% en 1991 contre -2,4% en 1990.

Plusieurs facteurs structurels et autres sont à la base de cette situation aujourd'hui catastrophique de l'économie zaïroise:

- détérioration des termes de l'échange
- délabrement des infrastructures et de l'appareil de production
- la mauvaise gestion des finances de l'Etat
- les tensions sociales persistantes succitées par l'hyperinflation et une dépréciation continue de la monnaie; ceci a conduit aux incidents graves (émeutes) de l'année

dernière qui ont détruit l'essentiel de l'outil de production donant ainsi un coût de grâce à une économie déjà moribonde.

Devant une catastrophe pareille, il est évident que tous les mécanismes de mobilisation de ressources mis en place naguère sont paralysés et ont, ainsi cessé de faire l'objet de cadre de référence.

La SOFIDE a continué à déployer tous les instruments à sa disposition pour aider au développement économique du Zaïre dans cet environnement particulièrement difficile.

Les mécanismes et instruments de développement devrait impérativement être restructuré dans le cadre de la rédefinition des politiques de développement après l'assainissement de l'environnement politique et économique du pays.

Pour mémoire, les instruments de mobilisation de ressources et d'encadrement d'entreprises se présentaient ainsi avant la destruction presque complète de l'outil de production du pays.

## I. Banques et institutions financières

### 1) Banques commerciales

- Banque Commerciale Zaïroise (BCZ)
- Banque Continentale Africaine Zaïre (BACAZ)
- Barclays Bank Zaïre
- Banque Internationale pour l'Afrique Zaïre (BIAZ)
- Banque Zaïroise de Commerce Extérieur (BZCE)
- City Bank (Zaïre)
- Fransbank (Zaïre)
- Grindlay's Bank Zaïre
- Nouvelle Banque de Kinshasa (NBK)
- Union Zaïroise de Banque (UZB)

### 2) Institution Financière de Développement

- Société Financière de Développement (SOFIDE)
- Banque de Crédit Agricole (BCA)
- Fonds de Promotions Industriel (FPI)
- Bureau d'Etudes de Développement et de Promotion d'Entreprise au Zaïre (BEDEPE). Il s'agit d'une structure mise en place pour la gestion de la ligne de crédit APEX.

## II. Structures d'encadrement

- 1 - OPEZ (Office Zaïrois de promotions de la Petite Entreprise)
- 2 - ANEZA (Associations Nationale des Entrepreneurs du Zaïre)

### Expérience du FOSIDEC

Situé au coeur de l'Afrique de l'Ouest, le Fonds de Solidarité et d'Intervention pour le Développement de la Communauté (FOSIDEC) a pour objectif de favoriser le développement économique et social des 7 Etats membres qui le composent.

Il intervient dans tous les domaines de l'activité économique, notamment l'industrie, l'agriculture, les transports et les infrastructures.

Les bénéficiaires des interventions sont les Etats membres, les personnes morales publiques et privées des Etats membres remplissant certaines conditions.

Les interventions du FOSIDEC se font essentiellement sous forme:

- de garantie et contre garantie
- de financement d'études
- de bonification de taux d'intérêt.

Doté d'un capital initial de 5 milliards FCFA, le Fonds dispose de ressources qui se sont accrues annuellement pour atteindre 13,5 milliards.

Dans ses modalités d'intervention, le FOSIDEC doit accorder la priorité aux Etats les moins industrialisés. Il doit assurer en particulier le financement de projets faisant partie d'un programme de développement national ou communautaire.

Le FOSIDEC intervient pour garantir les financements. Les schémas standards d'analyse de dossier sont appliqués car les principes de base de l'octroi de la garantie ne diffèrent pas de ceux de l'octroi d'un crédit bancaire.

La différence qui existe entre la banque de crédit et le Fonds de garantie tient à la volonté politique de prendre un risque supérieur dans le seul but de promouvoir le développement et l'intégration économique de la sous-région, ainsi le FOSIDEC a garanti les investissements nationaux ou croisés entre les promoteurs des Etats membres.

La garantie comme instrument de la mobilisation des ressources a pour objet l'ouverture facile du crédit à un agent économique qui présente vis à vis du prêteur une surface financière jugée insuffisante, ainsi la garantie peut atteindre 100% du crédit.

Pour se couvrir des nombreux risques qu'il prend, le Fonds de garantie exige une contre garantie de l'Etat sur le territoire duquel est implanté le projet où il prend les sûretés réelles